L'ABEILLE.

PARAISSANT EN PUBLIC, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON,
IMPRIMEUR DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

"Sous cette l'UNION est conservée."

WIKKELI MATIN, 5 FEVRIER 1834.

POUR GOUVERNEUR:
J. B. DAWSON.
POUR MAIRE:
JOHN H. HOLLAND.

INTERIEUR.

NOUVELLE-ORLEANS, 5 février.

Par les journaux de Charleston, nous avons des dates de New-York jusqu'au 20 janvier. Il n'y avait encore un seul arrivage d'Europe, mais qui ne donnait pas de nouvelles plus récentes que celles récemment reçues. Nous avons extrait des journaux de Charleston, l'état du marché du Havre, du 13 novembre, qu'on trouvera sous le titre *Commercial*.

—Une insurrection de nègres a éclaté à la Martinique, le 21 décembre; après un combat entre ces esclaves et les troupes, ils ont été soumis. Il en a été tué une soixantaine.

Nous apprenons que le conseil-de-ville, dans sa séance de ce soir, doit s'occuper du choix d'un local spécial où seront déposés les nègres qui nous arrivent par milliers. C'est une mesure sage qui assurera à nos aldermen la reconnaissance des habitants des faubourgs incorporés.

M. B. Marigny offre aux personnes qui désirent visiter ses belles propriétés de Mandeville qu'il met en vente, un moyen de transport des plus commodes. Ce sera une partie de plaisir fort agréable; et si le beau temps continue, nous sommes persuadés que la réunion sera très-nombreuse.

Voir l'avis à ce sujet, inséré aujourd'hui dans nos colonnes.

DE ST.-UBES.—On a reçu des nouvelles à Salem jusqu'au 27 novembre, par le *Leander*.

Les miquélistes étaient en garnison à Alcacer-de-Sal, un poste dans une île située à 18 mille environ de St.-Ubes. Les pédrolistes sont toujours maîtres de St.-Ubes, et de tous les principaux ports de mer, ainsi que de la flotte. Les miquélistes ont souvent tenté de prendre St.-Ubes, et les escarmouches étaient fréquentes. Les constitutionnels ont reçu de grands renforts en soldats venus d'Angleterre et de la Belgique, et ont augmenté les forces de St.-Ubes en troupes, munitions et provisions. On croit généralement que les hostilités cesseront avec la présente campagne.

Il faut avouer que la politique locale est dans une singulière stagnation; il semblerait presque que la question des banques absorbe entièrement les esprits, et que l'on attend pour reprendre la discussion sur l'élection d'un gouverneur d'état, que l'opinion publique se soit prononcée pour ou contre l'administration générale. Quoique ces deux questions soient bien distinctes; elles se rattachent par un point, c'est la popularité; c'est même presque chose jugée, puisque les états les plus influens et les plus éclairés se sont prononcés en faveur du gouvernement général, et il est assez amusant pour l'observateur, de voir l'indécision dans laquelle se sont trouvées, et se trouvent encore quelques personnes, au sujet du candidat pour lequel elles tardent encore à se prononcer. Il est certaines gens qui gardent en réserve leur influence, et qui attendent certaines circonstances pour la jeter dans l'un ou l'autre plateau de la balance, suivant leur convenance particulière et qui ne seront fidèles au parti qu'elles ont embrassé jusqu'ici qu'autant que ce parti leur promettra plus ou moins d'utilité selon qu'il sera triomphant ou vaincu. C'est au parti populaire à se tenir en garde contre de tels revirements et à ne prêter son appui qu'à ceux qui seront prononcés en sa faveur. Qui n'est pour le peuple est contre le peuple; c'est un axiôme que nous ne saurions trop répéter et qui doit être la devise des électeurs populaires. En effet, à quoi bon tergiverser; et pourquoi ne pas arborer de suite sa couleur si l'on a quelqu'arrière pensée! Il est bien démontré maintenant, pour ceux même qui se refusaient à la croire que l'administration actuelle est toute populaire; et que ni la gêne momentanée du commerce, ni les éclats plus ou moins violens du parti opposé, n'ont pu ébranler la faveur dont jouit le président à l'égard de l'Union entière. Or, quelque sévères que puissent être les critiques à opposer à son système, ce système prévaudra par la sanction générale; et le peuple tiendra compte de leur conduite, à ceux qui auront tranchement entravé sa cause contre une coterie puissante aux mains de laquelle une banque générale était devenue une arme à deux tranchans. Les deux camps étant en présence, c'est l'instant de juger de la sincérité des opinions pour ou contre l'administration générale, et c'est l'instant aussi d'embrasser sans restriction la cause de l'un des deux candidats à la place de gouverneur. Car, l'un est évidemment le candidat des masses, tandis que l'autre représente une spécialité. Que les électeurs examinent à l'avance les penchans de ceux qui se disent pour E. White; qu'ils se rendent compte des causes de cette faveur; et qu'ils se rappellent que les principaux motifs n'en sont autres que des services rendus individuellement; services que l'on nous avant-s'comme rendus au public! alors, que l'on voie si réellement M. White est l'homme qu'il faut au poste de gouverneur de l'Etat.

Jusqu'ici, l'on n'a considéré ce poste éminent que comme l'apanage de la classe privilégiée; on n'a consulté que les avantages qu'il pourrait procurer à la clientèle déterminée à porter l'un des siens au fauteuil. Pour y parvenir, les influences sociales se mettaient en campagne, et n'épargnaient ni promesses, ni déceptions; aujourd'hui, c'est bien différent; le peuple s'est de plus en plus éclairé; il commence à voir ses propres intérêts, et à sentir combien peu lui importe le choix d'un gouverneur qui doit circonscrire ses faveurs dans un cercle d'autant plus limité qu'il tient à une coterie plus élevée. Il sait, ce peuple, qu'il lui importe beaucoup de donner sa confiance à un citoyen éclairé, qui n'accorde les emplois qu'aux plus dignes, et non aux plus puissans! Nous avons vu trop souvent la richesse être un titre à des emplois lucratifs, et le népotisme être un droit à la préférence. C'est ainsi que l'on congoit que s'est formée la féodalité; tel fils de tel, succédant à des commissions, d'abord temporaires; la fortune publique se concentra dans les mêmes castes, et dans les mêmes familles! veut-on en revenir là? souvent on nous accuse de prêcher la démocratie; nous nous en faisons gloire; mais, c'est la démocratie des Franklin et des Jefferson que nous avouons seule. Celle là voulait que les emplois fussent donnés au mérite, et qu'on n'allât pas chercher, pour les remplir, des gens qui ignorent les premières données du métier qu'on leur fait embrasser. Si c'est un fait qui n'est pas nouveau pour nous, que de voir donner des places pour augmenter la richesse de certaines personnes, sans consulter ni leur capacité ni leur instruction dans l'espèce, tâchons donc d'essayer d'un autre mode; et de choisir pour gouverneur un homme qui cherche à sortir de l'ornière accoutumée. Celui là seul peut concourir à fermer les plaies qui nous rongent, qui marchera sans dévier, vers l'amélioration générale; celui-là, qui étudiera les besoins des masses, et les vices de notre législature, aussi bien que ceux de l'administration: et qui, par ses lumières et par la droiture de ses vues, pourra guider nos législateurs dans le dédale que nous crée chaque jour la multiplicité de nos lois, et des amendemens à nos lois, dédale qui bientôt nous jettera dans une confusion inextricable. Ce n'est certainement qu'un homme réellement ami du peuple qui puisse embrasser ainsi la cause du peuple, en attaquant une hydre dont toutes les têtes sortent d'un même tronc; car il n'appartient qu'à la véritable popularité d'inspirer aux législateurs cet esprit d'ensemble et de patriotisme d'où peut résulter une régénération complète. C'est au temps seul qu'appartient l'œuvre entière et parfaite; mais c'est de l'instant actuel que doit dater cette ère d'améliorations. C'est à Dawson qu'il est réservé de faire le premier pas dans cette carrière aussi glorieuse qu'utile!

M. l'Editeur,

J'ai lu dans un de vos derniers numéros un article intitulé "chéminée à coulisses, qui m'a fait le plus grand plaisir. Je vous avoue, monsieur, que ce projet d'établir des cheminées à coulisses dans toutes les rues de cette ville, a frappé beaucoup de personnes qui, comme vous, en désirent la réalisation. C'est cet homme, ami de la prospérité de son pays, qui pourrait refuser son assentiment à une amélioration si utile, sous tous les rapports. Ne se fait-on pas une idée de la beauté de la Nouvelle-Orléans, quand ses rues seront bien alignées, seraient toutes aussi propres que nos appartements? Je ne crois pas ce qui pourrait empêcher de mettre un si beau plan à exécution. Espérons que l'administration fera à ce sujet de sages réflexions, et que bientôt elle s'occupera de nous doter d'un moyen de communication si facile, qui ne fera qu'ajouter à la gloire qu'elle s'est déjà acquise et surmonter d'autres difficultés qu'on avait regardées comme invincibles. Mais permettez, moi une observation qui, à mon avis, pourra contribuer à faire sur les esprits une vive impression. Vous savez, comme moi, monsieur, qu'en général tous les inventeurs trouvent de nombreux opposans. Il faut pour triompher de l'opposition de certains esprits, des efforts surhumains à repousser d'abord tout ce dont ils n'ont jamais entendu parler, il faut, dis-je, avoir un langage à eux, un langage tout de vagues dans les idées. Les langues des savans, par exemple, n'étaient de tout le monde que quelques personnes ne peut les réunir. Si vous parvenez à faire comprendre à ceux qui ont des préventions que ce n'est point de leur ennemi, mais de leur bienfaiteur, que vous parlez, et que ce n'est point contre eux qu'il faut lutter, mais contre l'ignorance, (ce dernier n'est combattu par personne) vous aurez bientôt gagné à votre plan coteries nombreuses et puissantes. Tout ce que vous pourrez faire pour vous concilier les esprits, vous pourra plus tard servir à vous faire un parti puissant. Ne pourrez-vous pas, par exemple, faire imprimer quelques lignes, dans lesquelles vous montrerez les avantages de votre plan, et les inconvénients de l'ancien?